

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 7

**Loi modifiant la Loi de l'aide au  
développement industriel du Québec**

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

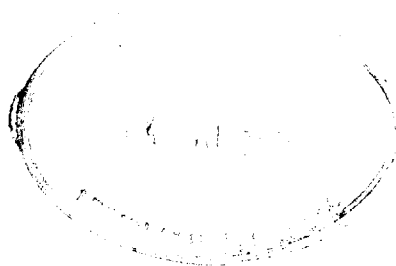
Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

Par M. RODRIGUE TREMBLAY

Ministre de l'industrie et du commerce



---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

## NOTES EXPLICATIVES

*Le présent projet de loi vise principalement à étendre le domaine d'intervention de la Société de développement industriel du Québec. Ainsi la Société pourra dorénavant accorder une aide financière:*

*a) à l'entreprise qui fait au Québec un investissement dans un secteur manufacturier dynamique, utilisant une technologie moderne et possédant une productivité élevée, y compris un investissement contribuant à transformer davantage les richesses naturelles du Québec;*

*b) à l'entreprise qui fusionne, acquière ou regroupe d'autres entreprises aux fins de devenir plus compétitive et d'accroître sa part du marché, si ces opérations ont une incidence sur le secteur manufacturier;*

*c) à l'entreprise qui fait au Québec un investissement dans un secteur manufacturier et peut démontrer un potentiel de développement supérieur à la moyenne de ce secteur;*

*d) à l'entreprise qui exploite un réseau de distribution ou assure la commercialisation de biens principalement produits au Québec par une ou plusieurs entreprises manufacturières et qui est contrôlée par une ou plusieurs de ces entreprises;*

*e) à l'entreprise qui contribue à l'exportation de biens produits au Québec et favorise ainsi le développement du secteur manufacturier;*

*f) à l'entreprise qui oeuvre dans le secteur manufacturier et ne peut obtenir d'assistance financière à des taux et conditions raisonnables.*

*Le projet de loi précise que la Société a pour fonctions de stimuler le développement économique, la consolidation et la transformation de la structure industrielle du Québec en favorisant une meilleure inter-relation des activités des entreprises, une participation accrue des québécois à l'activité économique et la création d'emplois par l'octroi de l'aide financière prévue à la loi.*

*Le projet de loi vise également à accorder à la Société le pouvoir de consentir elle-même, sous certaines formes, l'aide financière aux entreprises, sans qu'elle ait à obtenir l'autorisation du gouvernement, du ministre de l'industrie et du commerce ou du ministre des finances.*

*Le projet de loi pourvoit de plus à la constitution d'une dotation en faveur de la Société pour une somme de \$100 millions de dollars que le ministre des finances est autorisé à lui payer en plusieurs versements. Chacun des versements doit être affecté par la Société au remboursement des avances qui lui ont été consenties.*

*Le projet de loi prévoit enfin que la Société doit réclamer le remboursement de l'aide financière reçue par une entreprise dont la majorité des actions ou plus de la moitié des actifs sont transférés, dans les cinq années suivant l'octroi de l'aide financière, à une entreprise qui n'a pas son siège social au Québec ou à une personne qui n'y réside pas. Le ministre peut toutefois l'exempter de cette obligation s'il juge que le transfert est effectué dans l'intérêt économique du Québec.*

Art. 1. *Les articles 2 à 6 de la loi se lisent actuellement comme suit:*

«**2.** Le ministre est chargé de stimuler le développement économique et la transformation de la structure industrielle du Québec en favorisant une meilleure inter-relation des activités des entreprises, une participation accrue de la population québécoise à l'activité économique ainsi que la création d'emplois; à ces fins, il accorde l'aide financière nécessaire aux entreprises manufacturières qui, conformément aux critères établis par les règlements:

a) font au Québec un investissement mettant en oeuvre une technologie moderne afin de fabriquer un bien de conception nouvelle, un bien non encore fabriqué au Québec ou un bien dont la production au Québec sur une base compétitive est insuffisante par rapport à des marchés domestiques ou internationaux offrant des perspectives de croissance importante et continue;

b) consolident leurs moyens de production ou mettent en commun leurs opérations en tout ou en partie de façon à devenir plus compétitives et à accroître leur part du marché et, à ces fins, fusionnent entre elles, acquièrent d'autres entreprises ou leurs moyens de production, ou regroupent leurs ressources ou leurs intérêts de toute autre manière;

c) ne peuvent, bien qu'elles soient rentables, obtenir d'assistance financière autrement à des taux et conditions raisonnables et contribueraient plus efficacement au développement économique du Québec ou d'une de ses régions si elles obtenaient l'aide financière.

Le ministre est également chargé d'accorder aux fins susdites l'aide financière aux entreprises manufacturières ou commerciales qui, conformément aux règlements, exportent des biens manufacturés au Québec.

«**3.** Une entreprise manufacturière doit, pour avoir droit à l'aide financière, être dirigée par des administrateurs qui offrent des garanties de compétence et d'efficacité et possèdent l'expérience requise pour assurer la réalisation des fins pour lesquelles cette aide est demandée ainsi que le bon fonctionnement et la rentabilité de l'entreprise.

## Projet de loi n° 7

Loi modifiant la Loi de l'aide au  
développement industriel du Québec

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

371, c. 64,  
s. 2 à 6,  
amp.

**1.** Les articles 2 à 6 de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1971, chapitre 64) sont remplacés par les suivants:

aide aux  
entre-  
prises.

«**2.** Une aide financière peut, conformément aux règlements, être accordée à une entreprise qui:

a) fait au Québec un investissement dans un secteur manufacturier dynamique, utilisant une technologie moderne et possédant une productivité élevée, y compris un investissement contribuant à transformer davantage les richesses naturelles du Québec;

b) acquiert des biens ou des actions d'une entreprise, fusionne avec une ou plusieurs autres entreprises ou regroupe, en tout ou en partie, les ressources ou les intérêts d'autres entreprises pour devenir plus compétitive et accroître sa part du marché, si cette acquisition, ce fusionnement ou ce regroupement a une incidence sur le secteur manufacturier;

c) fait au Québec un investissement dans un secteur manufacturier et peut démontrer un potentiel de développement supérieur à la moyenne de ce secteur;

d) exploite un réseau de distribution ou assure la commercialisation de biens principalement produits au Québec par une ou plusieurs entreprises manufacturières et qui est contrôlée par une ou plusieurs de ces entreprises;

e) contribue à l'exportation de biens produits au Québec et favorise ainsi le développement du secteur manufacturier;

«**4.** L'aide financière peut être accordée à une entreprise manufacturière pour l'une ou plusieurs des fins suivantes:

a) l'achat, la construction, l'amélioration ou l'agrandissement d'usines ou manufactures et l'achat des terrains requis pour l'exploitation de ces usines ou manufactures;

b) l'achat de machinerie, d'outillage et d'équipement destinés à l'exploitation d'usines ou manufactures, et leur installation;

c) l'acquisition de brevets d'invention ou leur exploitation;

d) l'amélioration ou la consolidation de la structure financière de l'entreprise;

e) l'achat d'actions d'entreprises manufacturières ou commerciales visées à l'article 2.

«**5.** L'aide financière peut prendre la forme d'un prêt consenti par la Société et garanti par hypothèque, nantissement ou gage sur des biens-fonds ou de la machinerie ou de toute autre manière jugée appropriée.

Elle peut aussi prendre la forme d'une garantie par la Société du remboursement total ou partiel de tout prêt, y compris les intérêts, fait en faveur d'une telle entreprise.

«**6.** Les prêts visés au premier alinéa de l'article 5 sont accordés au taux d'intérêt qui a cours sur le marché à la date où le prêt est accordé.

Toutefois ces prêts peuvent être accordés à un taux plus bas à une entreprise visée aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 2 ou au deuxième alinéa dudit article.

Ces prêts peuvent également faire l'objet d'une prise à charge en vertu du paragraphe *a* de l'article 8.»

*Art. 2. La modification proposée est de concordance avec l'article 1 du projet de loi qui édicte l'article 3c de la loi.*

*Le deuxième alinéa de la loi se lit actuellement comme suit:*

«Elle peut aussi prendre la forme de l'acquisition par la Société des actions d'une entreprise visée à l'article 2, pourvu qu'elle ne détienne en aucun temps la majorité du capital social de cette entreprise; de plus, la Société ne peut détenir des titres qui portent son investissement total en actions de telles entreprises à plus de 30 pour cent de son actif total.»

*Art. 3. La modification proposée est de concordance avec l'article 1 du projet de loi.*

f) oeuvre dans le secteur manufacturier et ne peut obtenir d'assistance financière à des taux et conditions raisonnables.

Formes  
d'aide.

«**3.** L'aide financière peut prendre la forme:

- a) d'un prêt;
- b) d'une garantie du remboursement total ou partiel d'un engagement financier;
- c) d'une acquisition des actions du capital-actions d'une entreprise, pourvu que la Société n'en détienne en aucun temps la majorité;
- d) d'une prise en charge d'une partie du coût des emprunts d'une entreprise;
- e) d'une exemption partielle du remboursement d'un prêt fait par la Société en faveur d'une entreprise visée dans le paragraphe e de l'article 2.

Demande  
de rembourse-  
ment.

«**4.** La Société doit réclamer d'une entreprise le remboursement de l'aide financière qu'elle a reçue en vertu des paragraphes d ou e de l'article 3, et cette dernière est tenue de la lui rembourser, si la majorité des actions du capital-actions ou plus de la moitié des actifs de l'entreprise sont transférés, dans les cinq années suivant l'octroi de l'aide financière, à une entreprise qui n'a pas son siège social au Québec, tel que défini par règlement, ou à une personne qui n'y réside pas.

Avis au  
ministre.

Avant de se conformer au premier alinéa, la Société doit aviser le ministre de son intention de le faire, lequel peut alors l'en exempter lorsqu'il juge que le transfert est effectué dans l'intérêt économique du Québec.

Taux  
d'intérêts.

«**5.** Les prêts consentis en vertu de la présente loi sont accordés au taux qui a cours sur le marché, sauf dans les cas prévus par règlement lequel détermine le taux d'intérêt alors applicable.»

1971, c. 64,  
a. 7, mod.

**2.** L'article 7 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 56 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Actions  
d'entre-  
prises.

«La Société ne peut détenir des titres qui portent son investissement total en actions d'entreprises auxquelles elle a accordé son aide, à plus de 30 pour cent de son actif total.»

1971, c. 64,  
aa. 8 et 9,  
ab.

**3.** Les articles 8 et 9 de ladite loi sont abrogés.

*L'article 8 de la loi se lit actuellement ainsi:*

«**8.** Dans le cas d'une entreprise visée aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 2 ou au deuxième alinéa dudit article, l'aide financière peut, en outre des autres modalités prévues par la présente loi, être consentie sous les formes suivantes:

*a)* prise à charge par la Société d'une partie du coût des emprunts que fait l'entreprise;

*b)* exemption en faveur de l'entreprise du remboursement de toute partie d'un emprunt qu'elle a contracté auprès de la Société lorsque cette entreprise établit que son rendement s'est amélioré depuis la date de l'emprunt dans la mesure déterminée par les règlements, et qu'à la faveur de l'aide financière elle a créé et créera de nombreux emplois suivant les critères fixés par les règlements.»

*L'article 9 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**9.** Une garantie accordée par la Société en vertu du deuxième alinéa de l'article 5 n'est valide que si le ministre des finances déclare sous sa signature, sur le document constatant cette garantie, qu'il en a pris connaissance.»

*Art. 4. La modification proposée détermine certaines conditions que l'entreprise doit rencontrer pour l'obtention d'une aide financière. A ces fins, elle remplace l'article 3 de la loi actuelle.*

*Art. 5, 6, 7. Les modifications proposées visent notamment à accorder à la Société plutôt qu'au ministre le pouvoir d'accorder, sous certaines formes, de l'aide financière à une entreprise.*

*Les articles 12, 13 et 14 de la loi se lisent actuellement comme suit:*

«**12.** Sur réception de la demande, la Société en transmet une copie au ministre et fait enquête afin de déterminer si l'octroi de l'aide financière demandée aurait pour effet de promouvoir la réalisation des objectifs visés aux paragraphes *a*, *b* ou *c* de l'article 2 ou au deuxième alinéa dudit article suivant le cas, et si l'entreprise pour laquelle l'aide est demandée remplit les conditions exigées par la présente loi et les règlements.

«**13.** Dès qu'elle a terminé son enquête, la Société fait rapport au ministre et lui soumet ses recommandations.

La Société peut recommander que la demande ne soit agréée que pour partie ou soit agréée pour une somme ou sous une forme autres que celles qui font l'objet de la demande. Elle peut aussi recommander que la demande soit refusée ou ne soit agréée qu'aux conditions que la Société indique.

Si la recommandation de la Société est à l'effet que l'aide demandée soit refusée et si le ministre est d'accord avec cette recommandation, il retourne la demande à la Société, qui notifie aussitôt la requérant du refus de sa demande.



1971, c. 64,  
a. 11, mod. **4.** L'article 11 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Renseignements additionnels. « Cette personne doit démontrer que l'entreprise pour laquelle une aide financière est demandée présente des perspectives financières adéquates pour respecter ses engagements et que sa direction possède la compétence requise pour la réalisation de ses objectifs. »

1971, c. 64,  
a. 12, remp. **5.** L'article 12 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 56 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Examen de la demande. « **12.** Sous réserve des articles 14 et 14-1, la Société examine la demande, détermine si l'entreprise rencontre les conditions prévues dans la loi et les règlements et le cas échéant, détermine l'aide financière qu'elle entend lui accorder. »

1971, c. 64,  
a. 13, ab. **6.** L'article 13 de ladite loi est abrogé.

1971, c. 64,  
a. 14, remp;  
aa. 14-1 et 14-2, aj. **7.** L'article 14 de ladite loi est remplacé par les suivants:

Rapport au ministre. « **14.** Lorsqu'une entreprise désire obtenir une aide financière visée dans les paragraphes *d* ou *e* de l'article 3, la Société après avoir examiné la demande et déterminé si l'entreprise rencontre les conditions prévues dans la loi et les règlements, fait rapport au ministre et lui soumet ses recommandations.

Recommandation de la Société. « La Société peut recommander que la demande soit refusée ou ne soit agréée qu'aux conditions qu'elle indique.

Autorisation du lieutenant-gouv. « **14-1** L'aide financière visée dans les paragraphes *d* et *e* de l'article 3 est accordée par décision du ministre avec l'autorisa-

«**14.** L'aide financière ne peut être accordée qu'avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil sur recommandation du ministre et aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine. Toutefois le ministre peut accorder cette aide sans cette autorisation dans les cas prévus par les règlements.

La Société est liée par l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil ou, le cas échéant, par la décision du ministre.

La Société doit aviser le requérant, sans délai, du fait que sa demande a été accordée ou refusée et, s'il y a lieu, des conditions qui ont été déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

*Art. 8. La modification proposée détermine les fonctions de la Société de développement industriel du Québec, lesquelles sont, en vertu de la loi actuelle, conférées au ministre en vertu de l'article 2.*

*Art. 9. La modification proposée porte du 30 juin au 31 juillet de chaque année la date à laquelle la Société doit, au plus tard, faire au ministre un rapport de ses activités pour son année financière précédente.*

*Art. 10. La modification proposée est de droit nouveau.*

tion préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions que ce dernier détermine.

Autorisation du ministre.

Toutefois, le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, accorder cette aide sans cette autorisation dans les cas prévus par règlement.

Société liée.

La Société est liée par l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil ou, le cas échéant, par la décision du ministre.

Avis au requérant.

«**14-2** La Société doit aviser le requérant, sans délai, du fait que sa demande a été accordée ou refusée et, s'il y a lieu, des conditions qui ont été déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par le ministre, le cas échéant.»

1971, c. 64, a. 18-1, aj.

**8.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 18, du suivant:

Fonctions de la Société.

«**18-1** La Société a pour fonctions de stimuler le développement économique, la consolidation et la transformation de la structure industrielle du Québec en favorisant une meilleure inter-relation des activités des entreprises, une participation accrue des québécois à l'activité économique et la création d'emplois par l'octroi de l'aide financière prévue à la présente loi.»

1971, c. 64, a. 34, mod.

**9.** L'article 34 de ladite loi, modifié par l'article 29 du chapitre 15 des lois de 1975, est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

Rapport annuel.

«**34.** La Société doit, au plus tard le 31 juillet de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités pour son année financière précédente. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire.

Dépôt.

Le ministre dépose le rapport de la Société devant l'Assemblée nationale dans les trente jours suivant sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.»

1971, c. 64, a. 34-1, aj.

**10.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 34, du suivant:

Approbation.

«**34-1** La Société doit faire approuver chaque année par le gouvernement son plan d'aide financière.

Forme et teneur du plan.

Le ministre détermine la forme et la teneur du plan d'aide financière ainsi que l'époque à laquelle celui-ci doit être présenté.»

Art. 11. *La modification proposée est de concordance avec l'article 46-1 de la loi édicté par l'article 13 du projet de loi et reprend substantiellement le paragraphe b du premier alinéa de l'article 45 de la loi.*

Art. 12. *La modification proposée est de concordance avec l'article 1 du projet de loi.*

Art. 13. *La modification proposée est entièrement de droit nouveau.*

Art. 14. *Les modifications proposées sont de concordance avec l'article 1 du projet de loi et visent à modifier les pouvoirs de réglementation accordée au lieutenant-gouverneur en conseil.*

1971, c. 64,  
a. 45, mod.

**11.** L'article 45 de ladite loi, modifié par l'article 12 du chapitre 56 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* du premier alinéa par le suivant:

«*b*) autoriser le ministre des finances à avancer à la Société, malgré l'article 46-1, tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi, à un taux d'intérêt, pour le laps de temps et aux autres conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.»

1971, c. 64,  
a. 46, mod.

**12.** L'article 46 de ladite loi, modifié par l'article 13 du chapitre 56 des lois de 1974 et par l'article 30 du chapitre 15 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Verse-  
ments par  
le minis-  
tre.

«**46.** Le ministre des finances verse à la demande de la Société, les deniers requis pour l'application des paragraphes *d* et *e* de l'article 3 ainsi que, lorsqu'il en résulte une perte pour la Société, pour l'application de l'article 10.»

1971, c. 64,  
a. 46-1, aj.

||**13.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 46, du suivant:

Verse-  
ments pour  
dotation.

«**46-1** Le ministre des finances est autorisé à payer en plusieurs versements à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, une somme de cent millions de dollars pour la constitution d'une dotation.

Utilisa-  
tion des  
verse-  
ments.

Chacun des versements doit être affecté par la Société au remboursement d'avances que le ministre des finances lui a consenties en vertu de l'article 45 ou dont elle a bénéficié en vertu de l'article 53.»||

1971, c. 64,  
a. 48, mod.

**14.** L'article 48 de ladite loi, modifié par l'article 14 du chapitre 56 des lois de 1974 et par l'article 31 du chapitre 15 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

*a*) par le remplacement des paragraphes *b*, *c* et *d* du premier alinéa par les suivants:

«*b*) établir des critères applicables aux entreprises afin de déterminer si elles sont sujettes à l'application de l'article 2, en tenant compte notamment de la catégorie d'entreprises à laquelle elles appartiennent, des biens qu'elles produisent ou des régions où elles sont établies;

«*c*) déterminer les modes de regroupement d'entreprises qui les rendent éligibles à l'aide financière en vertu du paragraphe *b* de l'article 2;

Art. 15. *L'article 51 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**51.** La Société ne peut, à moins d'avoir demandé des soumissions publiques ou d'avoir obtenu l'autorisation du Conseil du trésor, disposer des biens dont elle prend possession par suite du défaut de leur propriétaire de remplir ses obligations.»

«*d*) établir le montant au-dessous duquel le ministre peut accorder l'aide financière prévue à l'article 14-1 sans l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil;»;

*b*) par le remplacement des paragraphes *f*, *g*, *h* et *i* du premier alinéa par les suivants:

«*f*) déterminer la nature et l'étendue des garanties qui doivent être exigées ou retenues par la Société lorsque l'aide financière est accordée à une entreprise;

«*g*) déterminer les méthodes qui doivent être employées pour établir le taux d'intérêt qui a cours sur le marché et qui est visé dans l'article 5;

«*h*) déterminer les cas où le taux d'intérêt consenti sur des prêts est inférieur au taux qui a cours sur le marché et le taux d'intérêt alors applicable;

«*i*) déterminer les conditions auxquelles une partie du coût des emprunts faits par une entreprise peut être prise en charge par la Société en vertu du paragraphe *d* de l'article 3, la durée maximale de ces emprunts, les normes auxquelles ils doivent être conformes et les catégories d'institutions financières auprès desquelles ils peuvent être contractés;»;

*c*) par le remplacement des paragraphes *m* et *n* du premier alinéa par les suivants:

«*m*) déterminer à quelles conditions une entreprise visée dans le paragraphe *e* de l'article 2 peut bénéficier d'une exemption partielle de remboursement d'un emprunt;

«*n*) déterminer, pour les fins du paragraphe *e* de l'article 2, les entreprises qui peuvent être considérées comme contribuant à l'exportation de biens produits au Québec et les conditions qu'elles doivent remplir pour pouvoir bénéficier de l'aide financière;

«*n-1*) définir, pour les fins de l'article 4, ce qu'est le siège social d'une entreprise;».

1971, c. 64,  
a. 51,  
remp.  
Soumis-  
sions pu-  
bliques.

**15.** L'article 51 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**51.** La Société, ou un fiduciaire agissant pour elle, ne peut, à moins d'avoir demandé des soumissions publiques, disposer des biens dont elle prend possession par suite du défaut de leur propriétaire de remplir ses obligations.»

Entrée en  
vigueur.

**16.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.